



**HAL**  
open science

## Monde arabe : des révolutions en trompe l'œil Vers un nouveau rendez-vous manqué avec l'Occident ?

Marc Lavergne

### ► To cite this version:

Marc Lavergne. Monde arabe : des révolutions en trompe l'œil Vers un nouveau rendez-vous manqué avec l'Occident ?. *Historiens et géographes*, 2011, 416, pp.50-62. halshs-00728990

**HAL Id: halshs-00728990**

**<https://shs.hal.science/halshs-00728990>**

Submitted on 7 Sep 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

<p>Monde arabe : des révolutions en trompe l'œil Vers un nouveau rendez-vous manqué avec l'Occident ?</p>
---

De prime abord, il paraît aller de soi d'insérer un chapitre sur les « révolutions arabes » dans un ouvrage destiné à traiter des « basculements du monde » dont nous sommes acteurs, témoins ou victimes depuis la fin de la guerre froide il y a vingt ans, et les attentats suicides du 11 septembre 2001, pour ne prendre que des repères présents à l'esprit de tous.

L'année 2011 restera en effet, quoi qu'il en advienne, celle des soulèvements populaires spontanés et inattendus d'un bout à l'autre du monde arabe.

Certes, ces événements signalent à la surprise de la plupart des observateurs, l'impact de la post-modernité et des nouvelles technologies sur ce qu'il était convenu d'appeler d'un terme assez dépréciatif et empreint de méfiance « les masses arabes », et la volonté de cette « rue » arabe, autre terme en vogue, de rejoindre le *mainstream* de la course du monde vers un basculement copernicien des polarisations planétaires.

Cependant, les différences fondamentales entre les événements qui secouent le monde arabe, et les évolutions traitées dans les autres chapitres de cet ouvrage, doivent être d'emblée soulignées.

Tout d'abord, il s'agit ici de processus qui touchent l'ensemble du monde arabe (en réalité, surtout six d'entre eux sur une vingtaine d'Etats constituant le monde arabe proprement dit). Ces processus connaissent donc des cours très divers, dont il importe de signaler la variété des ressorts derrière les apparences de la contiguïté et de la simultanéité.

Ensuite, il importe d'échapper aux simplifications médiatiques ou celles qui sont brandies par les acteurs eux-mêmes. S'agit-il vraiment de « révolutions », qui impliquent dans leur sémantique un renversement de l'ordre du monde ? Ne manque-t-il pas à ces événements un projet, a fortiori un programme et une direction, une volonté consciente de mettre à bas un Ancien régime, avec toutes les conséquences que ce basculement pourrait impliquer ? On se trouve certes au-delà de la « révolte », dont sont coutumières les sociétés arabes, qui connaissent leur lot de soulèvements contre des situations intolérables : en l'absence d'espace d'expression démocratique, les hausses de prix par exemple, ou de flagrants dénis de justice touchant telle ou telle catégorie, tel ou tel lieu, donnent couramment lieu à des émeutes brutalement réprimées. On s'efforcera donc de montrer que les termes plus neutres et « techniques » de soulèvement ou d'insurrection correspondent mieux que l'emphase et éventuellement l'empathie « révolutionnaires » aux événements actuels, avec là encore une grande diversité dans la popularité et la maturité des mobilisations.

Enfin, ces soulèvements ont d'abord un contenu politique : il s'agit d'abattre des tyrans, qui règnent sans partage depuis des décennies, même si la cause de leur désaveu réside dans une palette de reproches foncièrement économique et sociale, depuis la corruption des élites jusqu'au chômage massif des jeunes. Il importe de rappeler ici que les pays arabes sont tous inscrits dans la catégorie « à revenus intermédiaires », où est prégnante l'influence de la rente en hydrocarbures, directe ou indirecte. En conséquence, leur croissance, qui connaît des taux impressionnants vus d'Europe, n'est pas le résultat d'une politique de développement volontariste, mais au contraire elle y fait obstacle : l'un des éléments frappants d'unité du monde arabe est aujourd'hui cette Dutch Disease qui rend vains, à notre avis, ses efforts de « raccourci révolutionnaire ».

I - Le monde arabe présente des caractères communs qui justifient une analyse globale :

- Une langue commune qui est un héritage, un acquis historique reconquis depuis les indépendances et consolidé depuis l'avènement des NTIC : développement de l'éducation, circulation de l'information, contrôlée puis progressivement libérée

depuis une quinzaine d'années (création de la chaîne satellitaire qatarienne Al-Jézira en 1996, prélude à l'apparition des réseaux sociaux depuis moins d'une décennie).

- une religion-civilisation, l'islam (ainsi qu'un christianisme oriental en coexistence-confrontation séculaire avec lui), qui connaît elle-même un processus complexe d'adaptation à un monde ouvert, qu'elle intègre et qu'elle façonne, à travers la vaste palette de ses courants et de ses déclinaisons planétaires ;
- un système social conservateur, rétif à toute évolution, fondé sur le modèle bédouin et méditerranéen du patriarcat, de l'endogamie dans un cadre tribal, où la place de l'homme et de la femme sont strictement codifiés ;
- Dans un registre tout différent, qui ne doit rien à l'histoire et à l'identité, mais qui est depuis près d'un siècle l'un des éléments les plus influents de leur mutation, la richesse en hydrocarbures, née des caprices de la géologie, inverse curieusement les polarités traditionnelles du monde arabe : les espaces en creux de l'histoire arabe (le cœur du Sahara et les espaces littoraux de la péninsule arabique) détrônent depuis plus d'un demi-siècle désormais les antiques centres de civilisation et de commerce, et donnent le ton à l'ensemble de la région, y répandant des valeurs de consumérisme, d'individualisme et de conservatisme politique et religieux.
- Celles-ci demeurent cependant en partie contrebalancées par un rapport au monde et à l'Histoire dominé par la blessure encore ouverte de la parenthèse coloniale. Blessure d'autant plus vive que la colonisation fut tardive, remontant pour l'essentiel à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, et qu'elle a marqué un coup d'arrêt brutal aux modernisations en cours dans le cadre de l'empire ottoman, à l'école de l'Occident et dans un contexte de mondialisation impériale. Cette blessure a durablement désarticulé les sociétés arabes et a perturbé jusqu'à nos jours leur rapport à l'Occident – la création de l'Etat d'Israël, puis le soutien indéfectible qui a été apporté depuis lors à cette Etat agissant comme un rappel constant de l'Histoire, et une intimation irréductible à la méfiance et au rejet.

De tous ces facteurs, c'est la rente pétrolière qui nous paraît devoir attirer l'attention, comme facteur déclenchant de déséquilibres ayant conduit, sur la toile de fond culturelle mentionnée, aux soulèvements actuels.

## **I – La rente pétrolière à l'origine des mutations du monde arabe**

Le monde arabe a connu depuis une vingtaine d'années une croissance économique impressionnante.

Sous l'effet de la fin de la guerre froide, de l'essoufflement de modèles économiques centralisés, et du levier financier des pays exportateurs de pétrole, le monde arabe s'est ouvert au libéralisme économique (à noter que même des pays traditionnellement qualifiés de pro-occidentaux comme le Liban, la Tunisie, la Jordanie ou l'Arabie Saoudite ont toujours été soumis à une intervention dominante de l'Etat dans la sphère économique).

Les taux de croissance des économies arabes sur la longue durée en témoignent : une croissance tendancielle soutenue, suivant la hausse des cours du pétrole et celle des quantités produites (mise sous embargo du pétrole irakien à partir de 1986, invasion du Koweït en 1990, apparition de nouveaux producteurs comme le Yémen, le Qatar comme géant gazier...). Le boom sidérant de Dubaï, comme pôle mondial de réexportation, puis comme ville-événement, prenant le relais du Koweït et précédant le Qatar, comme pôle de croissance régional, a eu des effets en chaîne sur l'ensemble du monde arabe : investissements immobiliers, flux touristiques émanant du Golfe, vers les pays moins fortunés, du Liban au Maroc. Mais ces flux financiers tout comme les envois des émigrés se sont surtout orientés vers les services et les biens de consommation dont les pays récipiendaires étaient privés. Le

monde arabe a donc vu son économie tirée par la consommation, au détriment des secteurs productifs de l'agriculture ou de l'industrie, sinistrés ou soutenus par des subventions. La levée des protections douanières, la cherté de la main d'œuvre et son manque de qualification dans une compétition mondiale ouverte ne lui laissent en effet pas de perspectives de survie, d'autant que les marchés nationaux ne pouvaient être élargis à un cadre régional.

Le démantèlement et la restructuration des économies nationales a certes pu être organisé dans certains cas, par des accords d'association avec l'Union Européenne ou le Programme de Barcelone à partir de 1995. Mais les accords transméditerranéens à l'ouest, ou le projet américain du Grand Moyen Orient ont échoué sur les divisions intermaghrébines ou sur les tentatives d'intégrer Israël au dispositif.

### *Maghreb et Machrek, des évolutions divergentes*

On voit donc se dessiner aujourd'hui deux orientations distinctes :

- au Maghreb, hormis l'Algérie, figée sur la consommation de sa rente en hydrocarbures, les économies marocaine et tunisienne s'amarrent à l'Europe, comme fournisseurs de sous-traitance délocalisée et comme destinations touristiques, en compétition au niveau mondial pour élever la sophistication de leur offre et occuper des créneaux porteurs en constante évolution. Le revers de cet amarrage étant la vulnérabilité aux à-coups de l'économie européenne, en première ligne en cas de ralentissement de la conjoncture ;

- le Machrek, du fait de sa proximité géographique et culturelle ainsi que de son différentiel de développement, est tourné par les pays producteurs du pétrole de la péninsule arabique, et par là, soumis à l'influence des économies émergentes de l'Asie du Sud et d'Extrême-Orient. Les économies nationales y sont plus étroitement rentières et tirées par la consommation. Ainsi du Liban, qui a perdu son rôle de première place bancaire régionale au profit de Manama ou de systèmes financiers dé-territorialisés, et qui vit de l'envoi de ses émigrés et des revenus du tourisme estival ; de l'Égypte, dont l'économie repose sur le tourisme (10 millions de visiteurs en 2010), sur les envois des émigrés (environ 10 millions d'Égyptiens sur 85), sur les recettes du canal de Suez et sur l'exportation de gaz et de pétrole. Si l'on ajoute à ces revenus l'aide directe aux budgets nationaux par des pays comme l'Arabie saoudite ou le Qatar et leurs investissements dans l'économie locale, on peut parler d'économies sous perfusion, où la stabilité n'est achetée qu'au prix de subventions aux produits de première nécessité, alimentation et énergie, ou par l'entretien de millions d'employés, d'ouvriers ou de fonctionnaires redondants et sous-payés (2/3 du budget de l'Etat égyptien sont affectés aux subventions, hors secteur énergétique).

### *Des déséquilibres aux fractures socio-spatiales*

Ces mutations économiques s'accompagnent de changements socio-spatiaux profonds.

Corollaire du primat à la consommation, le monde arabe a parachevé son urbanisation. Désengagement de l'Etat dans son rôle d'aménagement du territoire, dépendance à l'égard de rentes externes canalisées par les grandes villes et les métropoles, transformations rurales sous l'effet des investissements des citoyens, des envois et du modèle diffusés par les émigrés de retour et déclin des cultures vivrières au profit des cultures de rente et de l'urbanisation dévoreuses de terres ont provoqué la ruine des dynamiques locales.

Les métropoles se sont mises à l'heure internationale, captant les relations avec le monde extérieur tout en perdant leur singularité ; elles abritent désormais une bourgeoisie dont la culture et les valeurs sont adaptées de l'Occident, et qui sont en rupture par rapport à leur univers d'origine, même si elles en tirent leur fortune. Cette caste dirigeante des affaires et du pouvoir fait figure d'exilés de l'intérieur, se créant un univers cloisonné dans de lointaines

banlieues huppées qui échappent à la promiscuité des milieux populaires ; la fortune de ces catégories n'est plus tirée de l'investissement productif et de la possession de moyens de production, mais directement de l'accès privilégié à la rente ; accès par toutes sortes de moyens, du lien tribal à la concussion, qui représentent toutes les formes possibles de corruption. Dans un tel système, où la richesse n'est plus tirée de l'extraction d'une plus-value sur le travail, le chômage, déguisé ou non, est le lot de la majorité de la population active, et particulièrement de la jeunesse. Il favorise la reprise de la croissance des métropoles, les plus attractives par leurs possibilités de petits boulots et le rêve de réussite qu'elles entretiennent. Elles se gonflent de manière incontrôlée d'une population misérable, oisive ou désœuvrée, qui s'entasse dans d'immenses faubourgs spontanés, accueillant campagnards ou réfugiés et déplacés par les crises et les conflits armés.

Les villes de province se sont également modernisées sous l'impact des émigrés de retour, et cherchent à maintenir une fonction d'interface entre l'Etat et les terroirs, avec l'appui des dynamiques locales ou communautaires. Les campagnes, quant à elles, sont une marqueterie de taches de léopard : les pôles de croissance vouées à la pluriactivité périurbaine alternent avec les espaces en déclin : dualité entre littoral et intérieur, régions humides et arides, proches ou éloignées des points de branchement avec le monde extérieur. Mais une constatation générale s'impose : les villes nourrissent désormais les campagnes, grâce aux importations vitales de produits alimentaires, tandis que les terres fertiles sont sacrifiées à l'urbanisation, friande de surfaces planes et au tourisme consommateur d'eau et d'espaces littoraux. Et l'émigration demeure le seul exutoire pour la jeunesse rurale, mais aussi urbaine, dépourvue de qualification réelle et d'emploi, en dépit de la transition démographique qui, depuis une vingtaine d'années, a réduit la natalité autour du seuil de renouvellement des générations.

## **II – Le modèle économique d'un chômage sans recours**

Derrière les *success stories* affichées du côté du Golfe, et les taux de croissance à deux chiffres parfois, la stabilité des systèmes politiques qui avait conduit en 2008 au projet d'Union pour la Méditerranée, semblait assurée. Les abcès de fixation de conflits de la Palestine à l'Irak semblaient s'estomper tout en se déplaçant vers l'est (Afghanistan/Pakistan) ou le Sud (Sahel). En réalité, loin des appétits financiers et des calculs des dirigeants des deux rives, les ingrédients d'une profonde remise en cause du modèle se mettaient en place.

La structure rentière de l'économie, sans perspective de croissance autre que quantitative, c'est-à-dire sans progrès dans la complexification et la sophistication de l'économie, réduisait à néant la possibilité d'intégration des jeunes sur le marché du travail. Le chômage déguisé ou non frappait la majorité de la population. L'hypertrophie de la fonction publique, des forces armées et de l'appareil de sécurité, la multiplication des petits boulots ne parvenaient plus à masquer cette crise structurelle.

Pire, la richesse ne provenant plus de l'exploitation de la force de travail, rendait sans intérêt, et même risqués, les investissements dans l'éducation et la formation de la jeunesse. De même, la privatisation de services publics comme la santé, les transports, l'eau et l'électricité allégeait la charge de l'Etat en fournissant de nouvelles occasions d'investissement aux capteurs de rente, tout en transférant la charge de ces biens publics aux ménages. Une fois la demande solvable satisfaite, les besoins sociaux étaient en effet laissés à un secteur public en déréliction, livré à la corruption et aux passe-droits, ou bien au mieux comblés par le secteur associatif et caritatif – dans bien des cas animé par les mosquées et les églises, qui y trouvaient un regain de légitimité et de popularité : l'argent du Golfe, en particulier d'Arabie saoudite, faisait là aussi merveille : à la fois source et remède de la crise sociale, où le discours religieux s'appuyait sur un exemple de réussite matérielle enviée.

### III - La religion, de la consolation à l'alternative

Autour des lieux de culte s'est ainsi édifié un contre-système de soutien et de rétablissement du lien social, en réalité complémentaire – ou compensatoire – en milieu urbain : aide aux chômeurs, aux veuves, aux malades, aux orphelins, soutien scolaire, entretien de l'espace collectif, le tout sur fond de prédication et de pression sur les comportements individuels et collectifs.

Ainsi la réislamisation par le bas que l'on constate dans l'ensemble des sociétés arabes – généralisation du port du voile, voire du *niqab*, ainsi que des manifestations collectives ostentatoires de la piété et la pression pour l'adoption d'un modèle de comportement islamique opposé à un modèle « laïque » discrédité, car présenté comme allogène - dans le langage, les codes sociaux, les vêtements, les pratiques alimentaires, les goûts culturels...- apparaissent avant tout comme une réponse à la perte des repères provoquée par une mondialisation tronquée.

Mais cette réponse, condensée dans le slogan « L'islam est la solution », et poussée par les salafistes jusqu'à un appel au retour à l'âge d'or de l'État mohamadien, n'apporte pas de réponse tangible aux maux de l'heure. La charité et la solidarité ne peuvent pas pallier la responsabilité éminente de l'État dans la gestion des équilibres économiques et sociaux..

#### *Printemps arabes de 2000 : la répétition générale*

A la faveur de la libéralisation économique et/ou de successions dynastiques comme en Jordanie, au Maroc, au Bahreïn ou en Syrie, ou de pressions occidentales en faveur de la démocratie, un certain nombre de pays ont connu d'éphémères « printemps » politiques, dès le début des années 2000. Ceux-ci, comme à Damas, ont été rapidement interrompus, ou été cantonnés à une soupape de sécurité concédée à l'élite commerçante et intellectuelle : liberté relative de la presse, forums de discussion animés par des représentants de la bourgeoisie éclairée, la contestation obtenant parfois un jeu électoral moins truqué qu'à l'habitude, qui lui permettait d'accéder à une représentation parlementaire. Ainsi en Egypte en 2005, dans la foulée du mouvement Kefaya (Ca suffit»). Ce relâchement de l'autoritarisme politique, à destination des élites et de la classe politique, est allé de pair avec une montée de la contestation sociale, sans qu'une jonction s'opérât entre les deux.

Cette contestation a pris deux formes principales (si l'on laisse de côté le terrorisme qui se nourrit certes du même terreau de mécontentement, mais ne poursuit pas les mêmes objectifs) :

- la mobilisation populaire contre la baisse des subventions des produits de première nécessité (émeutes du pain, par exemple, comme en Egypte au printemps 2007) ;
- La lutte contre les privatisations ou la vente, souvent à vil prix, de moyens de production publics à des intérêts étrangers, couplée à une revendication concernant l'emploi, les salaires, le maintien des acquis sociaux. Ces mobilisations sont allées croissant tout au long des années 2000 et ont touché de nombreux secteurs, avec des succès divers : plus de mille mouvements de grève ont été enregistrés en Égypte en 2009, avec souvent l'occupation des locaux et la séquestration de dirigeants. Face à l'inertie des syndicats officiels, ces mouvements ont été l'occasion de créer des syndicats indépendants : lutte contre les privatisations des secteurs textile ou bancaire en Egypte, grève des collecteurs des impôts, de cheminots, etc., sans oublier les mobilisations paysannes contre la remise en cause des réformes agraires nassériennes et la restitution des terres à leurs anciens propriétaires. Ces mobilisations collectives, radicales, n'ont pas épargné le Golfe : à Dubaï, malgré la hantise de l'exclusion,

des milliers d'ouvriers du bâtiment originaires du sous-continent indien se sont révoltés pour la première fois contre les conditions inhumaines qui leur sont imposées ;

- ces mouvements ont servi de répétition générale aux soulèvements de 2011. Ils ont en effet permis de tester la faible capacité de réaction des Etats, en dépit de l'existence d'un appareil répressif pléthorique et barbare. Ces régimes, malgré des velléités de réforme de la part de leurs éléments les plus lucides, ont montré leur incapacité à y répondre par un dialogue et des réformes sociales, tant le personnel politique était aveuglé par des décennies de pouvoir sans partage. Enfin, la rhétorique du danger islamiste s'est usée auprès des dirigeants occidentaux. Les plus clairvoyants (discours de Barack Obama au Caire en juin 2009) ont pu mesurer l'incapacité d'évolution de leurs protégés arabes et l'effervescence sociale auxquels ils étaient confrontés. Celle-ci était relayée ou orchestrée par la société civile, où de nombreux intellectuels et une partie de la bourgeoisie d'affaires plus liée à des réseaux mondiaux qu'aux prébendes locales, voire brimée dans ses aspirations par les ponctions du pouvoir ou de l'armée, lui servait de porte-étendard et de soutien financier.

### *Des révolutions Facebook ?*

Cette effervescence a coïncidé avec le développement fulgurant des outils de communication informatiques et en particulier des réseaux sociaux. Ceux-ci n'ont certes pas été à l'origine des « révolutions arabes ». mais si l'on a pu parler de « Révolution Facebook », c'est que ces médias sont intervenus à différentes échelles :

- ils ont permis de donner une résonance planétaire à des luttes locales, par l'intermédiaire de journalistes, de jeunes militants sur place et à l'étranger, de jeunes de la diaspora et d'étudiants, ainsi que des chaînes satellitaires et de la presse internationale arabe ;

- ils ont permis, au sein du monde arabe, de rapprocher individus et groupes menant des combats similaires contre leurs gouvernements. La méconnaissance mutuelle des sociétés arabes est en effet, traditionnellement, fonction inverse de leurs prétentions à la fraternité, à la solidarité et à l'unité. Mais il ne faut pas oublier que le rapprochement des jeunes militants et opposants arabes, appartenant tous aux classes éduquées, a été préparé par le développement des échanges humains croisés. Lequel a été le résultat du facteur « hydrocarbures » et de l'uniformisation culturelle favorisée par le développement de l'éducation et par les médias de masse utilisant comme langue commune un « arabe médian », entre dialectes locaux et langue classique ;

- au niveau national, les réseaux sociaux ont permis une circulation non contrôlée de l'information, et en particulier d'images choc de la répression entraînant un sentiment de colère à la diffusion foudroyante. Mais cette diffusion d'une information émotionnelle n'était, faute de formation politique, d'expérience des luttes et de références historiques guère en mesure de transformer la colère en revendications concrètes ;

- l'absence de mise en relation des mouvements de contestation politique avec les revendications sociales citées plus haut a permis ou permettra aux tenants de l'ordre ancien de diviser ou d'affaiblir leur opposition et de retrouver leur suprématie après avoir passé les alliances nécessaires pour restaurer les régimes menacés ;

- ce n'est finalement que pour mémoire qu'il faut signaler le rôle tant mis en avant des réseaux sociaux dans l'organisation et la coordination des mouvements. Ils ont certes permis de déjouer la répression, d'organiser les rassemblements et ont ainsi donné un avantage tactique et technique aux « jeunes » sur les services de sécurité. Avantage vite remis en question par la mainmise de ceux-ci sur les moyens d'émission, de réception, de censure ou de brouillage. Les autorités peuvent ainsi faire aisément appel aux compétences de fournisseurs d'équipements des pays qui les soutiennent.

## *Cause commune, destins séparés*

La séquence de ce qu'il est convenu d'appeler les « révolutions arabes » est connue. On peut en hasarder une typologie selon leur *modus operandi*, leurs revendications, la réponse des pouvoirs en place ou leur issue à ce jour. Eléments de similitude ou de différences s'entrecroisent cependant au point que dresser cette typologie simpliste, qui mettrait en avant tel ou tel facteur, serait réducteur. On se contentera pour les besoins de notre exposé de faire ressortir certains critères utiles pour dégager des perspectives : tout d'abord, en termes de pays concernés, lesdites « révolutions arabes » n'ont touché qu'une minorité de ceux-ci : pour l'essentiel, six pays sont engagés dans un processus de transformation politique mettant aux prises les tenants d'un ordre établi et partisans de changements radicaux : ce sont la Tunisie, l'Égypte, le Yémen, le Bahreïn et la Libye :

- deux révolutions ont abouti au départ des dirigeants en place, sous la pression pacifique de la rue et avec l'assentiment des forces armées : il s'agit de la Tunisie et de l'Égypte, engagées désormais dans des processus démocratiques avec réformes constitutionnelles et organisation d'élections libres ;

- deux révolutions ont eu pour objectif la chute de pouvoirs fondés sur des communautés minoritaires : le Bahreïn et la Syrie ;

- deux révolutions ont pour objectif la chute de tyrans soutenus par une base essentiellement rurale et tribale : le Yémen et la Libye (et la Syrie) ;

Des demandes de réforme institutionnelle ont été formulées dans la rue au Maroc et en Jordanie, et ont reçu des réponses partielles qui ont permis de les désamorcer provisoirement, tandis que d'autres, comme en Algérie, ont reçu une fin de non-recevoir.

Mais d'autres critères peuvent aider à affiner cette typologie :

- une dimension villes-campagnes, intérieur / littoraux, centres-périphéries, métropoles/angles morts de la mondialisation, est très présente en Tunisie, où le mouvement est parti de la petite ville de Sidi Bou Zid à l'intérieur, et en Syrie ; mais aussi en Égypte, bien qu'elle ait été négligée par les media et les réseaux sociaux, cantonnés dans les grandes villes et les capitales.
- Une dimension sociale, concernant le partage de la rente, est présente en Libye et au Yémen, pays exportateurs de pétrole.
- En dépit de son exigüité, le Bahreïn ressortit de l'aspect social : la majorité de la population, d'obédience musulmane chiite, se trouve marginalisée et exclue de son antique terroir oasien stérilisé par l'urbanisation, et des emplois qualifiés requis par la nouvelle économie de services. Celle-ci est nourrie par la rente pétrolière indirecte que la minorité privilégiée partage avec des immigrants sunnites appelés des pays voisins.
- La réaction internationale à ces événements implique une autre grille de lecture : il est à noter que les seules transitions qui se soient opérées de manière pacifique sont celles qui ont visé des pouvoirs soutenus par l'Occident : leur lâchage par leurs alliés occidentaux, signifié aux responsables militaires, les a immédiatement privés de toute capacité de résistance. En revanche, les pouvoirs « nationalistes » soutenus par une partie de la population, comme en Libye ou en Syrie, ou ceux qui présentent une importance stratégique, comme le Bahreïn et le Yémen, ont pu mener jusqu'à ce jour une résistance acharnée contre les soulèvements qui les menacent. On touche là à l'une des limites de ces soulèvements, cantonnés hors de la sphère pétrolière, par la crainte de l'Arabie saoudite et de l'Occident d'un soulèvement islamiste dans la péninsule arabique.

- La réaction est également prudente en Syrie, par crainte de l'instauration d'un pouvoir sunnite islamiste, couplé avec une fragmentation communautaire en chaîne et une déstabilisation de la région nuisible à Israël.
- En revanche, les expériences démocratiques tunisienne et égyptienne ont reçu un soutien enthousiaste, en tant qu'elles se limitent au départ du symbole du système et d'une poignée d'associés livrés à la vindicte populaire ;
- Dans le cas particulier de la Libye, un soutien militaire a été rendu nécessaire par la faiblesse de la rébellion et l'importance des moyens de résistance accumulés par le pouvoir du colonel Kadhafi, dans ce qui apparaît plus comme une occasion saisie par l'Europe de se débarrasser d'un trublion ubuesque et de mettre la main sur des richesses convoitées.

Cette grande diversité de situations nationales, mais aussi locales dément la caricature de tyrans détrônés par des peuples héroïques unis dans leur désir de liberté. La diversité des situations est prise en compte par les dirigeants occidentaux, elle aussi nuancée selon les intérêts nationaux et non en fonction de la « légitimité » et du soutien populaire recueilli par les soulèvements.

Une dimension diachronique devrait être introduite, la perception de la situation locale par les acteurs comme par les observateurs évoluant au fil des événements, chaque épisode agissant sur les positions de chacun. Ainsi, la circonspection occidentale s'accroît avec la découverte progressive des véritables rapports de force, et en particulier de la perspective de conflits communautaires ou d'une victoire démocratiquement entérinée de forces islamistes qui éveillent la méfiance, voire la crainte des élites occidentalisées et des minorités non-sunnites ou non-musulmanes et de leurs relais en Occident.

### **III – Le basculement à venir : une « remontée vers les bases » ?**

Diversité des histoires nationales, diversité des forces en présence et des intérêts stratégiques en jeu rendent ainsi malaisé le pronostic sur le devenir des soulèvements arabes. On peut cependant gager que l'issue n'en sera nulle part l'avènement d'une démocratie représentative sur le modèle occidental, contrairement à ce que laissent entendre les revendications ou les préparatifs. Derrière la fondation de partis politiques aux programmes divers, et l'objectif proclamé de mise en place d'institutions parlementaires, ne serait-ce pas un autre type de gouvernement qui se profilerait ? N'est-on pas à la veille de l'apparition de nouveaux systèmes politiques, non plus inspirés ou copiés de modèles importés, mais nourris des références culturelles, religieuses et sociales des peuples concernés, avec chacun la spécificité que lui confère son histoire et sa géographie ? Ces soulèvements seraient-ils les prémisses de ce que Jacques Berque appelait « la remontée vers les bases » de ce que l'on désignait encore comme la « nation arabe » ?

#### *Des révolutions minoritaires*

L'effet grossissant des médias et la concentration des mobilisations ont masqué le fait que celles-ci n'ont concerné qu'une minorité active. Moins de 5 % des Egyptiens, par exemple, ont pris part aux manifestations de la place Tahrir et des autres lieux de rassemblement au Caire et en province. En Tunisie, c'est essentiellement la jeunesse étudiante ou désœuvrée qui s'est heurtée durant quelques jours avec la police.

En Syrie, le mouvement est né de la façon la plus inattendue qui soit, dans les villes moyennes des périphéries, à commencer par Deraa, modeste capitale du Hauran, à la frontière de la Jordanie, pour ensuite essaimer vers le nord (Idlib, Jisr ech Choghour...) ou le nord-est, dans la lointaine Jézireh à population partiellement kurde. Les métropoles de la Syrie centrale,

Homs et Hama, ne se sont révoltées que plus tard, avant d'être relayées par les bourgades qui les entourent, comme Rastan. A Damas, la contestation a été maîtrisée, après des tentatives de négociation avec les représentants de la bourgeoisie « éclairée », qui ont fait long feu. Et Alep, la grande métropole du Nord, s'est signalée par son silence : la géographie du soulèvement syrien en dit long sur la diversité des situations locales et trace – enfin – un tableau fiable des situations économiques et sociales et des rapports intercommunautaires dans ce pays qui figurait comme une boîte noire du Proche-Orient, derrière le masque de l'uniformisation baassiste.

Au Yémen, les manifestations de rue massives à Sanaa et dans les centres économiques de Taz et Aden n'ont pas entraîné le soulèvement des tribus fidèles au régime, des insurrections locales éclatant çà et là, avec parfois d'autres préoccupations (Al-Qaïda à Zinjibar, sur le golfe d'Aden).

Finalement, c'est en Libye où elle était le plus minoritaire, cantonnée à la jeunesse instruite de la Cyrénaïque, rejointe ensuite par des militants islamistes, des défecteurs du régime, puis par les communautés montagnardes berbérophones du djebel Néfoussa à l'ouest et quelques tribus, rurales ou urbanisées comme à Misurata, qu'elle a été le plus soutenue de l'extérieur. Intervention décisive sans laquelle les forces loyales au régime l'auraient aisément emporté.

Quel contraste avec le Bahreïn, où la majorité de la population autochtone résiste depuis une vingtaine d'années à la domination de la dynastie des Al-Thani. Cette révolution, avec des objectifs politiques et sociaux, des organisations politiques et syndicales aguerries, a été écrasée par l'armée saoudienne appuyée par le Koweït et les EAU, sans soulever la moindre condamnation en Occident. Le fantasme de la manipulation iranienne a prédominé sur le soutien à un mouvement authentiquement démocratique (peut-être le seul de la région).

Minoritaires numériquement, même si elles ont pu éveiller un sentiment de sympathie et un espoir dans l'ensemble de la population, ces révolutions demeurent en effet marquées par l'absence de leadership, d'organisation et de programme. D'autre part, une fois engrangées des victoires symboliques comme la mise à l'écart des tyrans, elles se trouvent confrontées à des contre-révolutions soit ouvertes, voire armées, soit plus insidieuses, capables de jouer sur le légitimisme de la population et sa peur du changement. Les nouveaux acteurs politiques sont en effet des novices, qui ne maîtrisent pas les rouages du pouvoir ni ceux de l'économie. Ils sont donc soit incapables de remettre l'économie sur ses rails, soit de satisfaire les attentes soulevées, ou alors ils se trouvent en butte à des sabotages systématiques actionnés par les notables et les responsables des Anciens régimes.

### *Résilience des anciens régimes*

La longévité des régimes déchus ne résulte pas, comme on semble parfois le croire, d'une longue apathie : elle montre leur capacité à s'appuyer des forces sociales composites qui leur assurent, nolens volens parfois, un relais et une adhésion locales : forces dites traditionnelles profondément enracinées, qu'il s'agisse de notables ruraux, de chefs spirituels, de leaders sociaux et de cadres instruits. Ces forces ne disparaissent pas avec la chute des régimes, et elles peuvent même constituer des éléments de stabilisation en période de crise. Leur relation avec les pouvoirs centraux était certes clientéliste, mais avec une dimension bijective : tout pouvoir central doit tenir compte de ces relais, interfaces irremplaçables entre le peuple et l'Etat. C'est ainsi que si les élections dans l'ensemble de la région manquaient d'électeurs, elles ne manquaient ni de véritables campagnes électorales, ni d'élus, comme l'avait montré Patrick Haenni dans « L'ordre des caïds » (Karthala éd.). L'appareil de sécurité jouait ainsi la cooptation des relais du pouvoir en fonction de leur assise sociale, et les impétrants étaient placés dans une situation de compétition auprès de la population, pour obtenir le rôle lucratif de distributeur des bienfaits de l'Etat. Il est peu probable que ce système profondément ancré

dans tous les pays arabes, quel que soit leur régime politique, disparaisse à la faveur d'élections libres et pluripartites. Les mouvements politiques qui ont proliféré depuis quelques mois (plus d'une cinquantaine de partis politiques en Egypte à ce jour, et à peu près autant en Tunisie) sont soit centrés autour d'une personnalité, soit inspirés par un programme idéologique. Il est peu probable qu'ils obtiennent une adhésion significative en dehors des cercles étroits des capitales, alors que les notables traditionnels, naguère affiliés au parti au pouvoir, vont maintenir leur position en changeant d'étiquette, en passant des alliances ou en se présentant comme indépendants. La désillusion qui suit toute « révolution » aidant, il y a fort à parier qu'ils joueront un rôle clé dans les nouveaux systèmes politiques, en développant une relation pragmatique avec des forces plus structurées comme les mouvements islamistes ou les forces armées.

### *Boulevard des islamistes*

L'affaiblissement momentané des forces de sécurité et de l'appareil administratif des « anciens régimes », la libéralisation de l'action politique devrait permettre l'accès au pouvoir, seules ou au sein de coalitions hétéroclites de « forces nouvelles », pouvoir à des forces organisées préexistantes, profondément ancrées dans la population, mais qui sont restées dans l'ensemble prudemment en retrait des événements : la mouvance islamiste. Celle-ci est constituée d'une large palette d'organisations, présentant une offre politique très diverse, de la bourgeoisie « libérale » aux groupes salafistes ou aux *gama'at islamiya* d'Egypte. Au centre de l'échiquier, et y occupant la plus grande place, se trouve cependant dans la plupart des pays arabes la confrérie des Frères Musulmans. Crédité d'une réputation d'honnêteté et de proximité du peuple, elle a été selon les pays soit impitoyablement réprimée (en Tunisie ou en Syrie, tolérée après avoir été pourchassée en Egypte, et associée au pouvoir en Jordanie). Elle a cependant toujours bénéficié d'une base de repli et d'une source de financement et d'influence en Arabie Saoudite. La répression dont elle a fait l'objet, la contraignant à un repli sur les activités caritatives (un point fort également du Hezbollah chiite et du Hamas) lui a assuré un grand prestige populaire : l'honnêteté et le dévouement de ses cadres et de ses militants font un contraste apprécié avec le désengagement et la carence de l'Etat, et le cadre de référence de leurs actions, la religion, recueille l'adhésion et la confiance de la population.

La Confrérie, sous ses différentes appellations, est donc assurée d'une confortable représentation à l'issue d'élections libres, tant par sa popularité que par sa capacité organisationnelle à l'échelle de pays entiers, que par ses moyens financiers. D'autres mouvements, plus intégristes ou fondamentalistes, pourraient cependant créer la surprise, là où la confrérie apparaît comme une organisation vieillissante et « embourgeoisée » et déchirée par des luttes internes pour le pouvoir. D'ores et déjà, et en prenant garde de n'effaroucher personne, les « Frères » se préparent à accéder au pouvoir en Tunisie et en Egypte. Ils ne souhaitent cependant pas assumer seuls l'incertitude des lendemains de révolution et l'impopularité des mesures à venir.

Leurs programmes – lorsqu'il y en a – ne comportent en effet pas de solution aux problèmes économiques et sociaux sous-jacents aux insurrections. Adeptes du laisser-faire et de la libre-entreprise<sup>1</sup>, méfiants à l'égard de la notion d'Etat, qui est accusée de diviser l'Oumma selon des critères étrangers à l'islam, la seule intervention canonique prévue par l'islam leur paraît être l'aumône rituelle, la *zakat*, l'un des cinq piliers de l'islam. Impôt fixe sur le capital, destiné à opérer un transfert des riches vers les plus pauvres, il est insuffisant en tant que tel pour couvrir le financement et le fonctionnement d'un Etat moderne, et opérer les

---

<sup>1</sup> Voir M. Rodinson : Islam et capitalisme

redistributions et les fonctions régaliennes indispensables. Les Frères sont conscients de cette lacune, mais répugnent à toute intervention autre que caritative dans le domaine social.

Rien donc qui indique que l'arrivée des Frères Musulmans au pouvoir permettrait de réduire le chômage, de développer les infrastructures, de tirer l'éducation de l'obscurantisme où elle a sombré dans toute la région. C'est pourquoi ils souhaitent être associés dans un premier temps à des représentants de tendances laïques et de techniciens de l'économie et des finances, et envisagent de se concentrer sur le contrôle social : en matière d'éducation, ils comptent renforcer le caractère « islamique » de l'enseignement : en clair, en bannir le développement de l'esprit critique et la confrontation des idées, au profit d'un formatage des cerveaux, n'excluant pas la formation de cadres scientifiques et techniques.

Dans cette politique d'uniformisation de la société, le sort réservé aux minorités chrétiennes ou autres (bahais, branches schismatiques de l'islam), sera celui, au mieux d'une tolérance bornée d'interdits rigoureux : le principe même de citoyenneté leur apparaît incompatible avec celui du clivage fondamental entre Croyants et non-croyants. Même si des discours alternatifs de circonstance se font entendre au sein même de l'organisation, la pression populaire risque d'aggraver les clivages fondés sur les appartenances et les obédiences religieuses. Certaines de ces minorités prennent déjà le chemin de l'exil, étant physiquement ciblées par exemple en Irak et désormais en Égypte, où les appels et les manifestations hostiles aux Chrétiens organisées par les salafistes rassemblent des foules grandissantes.

Il ne faut en effet pas oublier que le sort réservé aux confréries soufies risque d'être encore plus draconien, dans la mesure où celles-ci prônent un islam qui donne la priorité à une démarche spirituelle de proximité fusionnelle avec le divin. Salafistes, Ansar el sunna et autres *gamaat islamiya* ont désormais pignon sur rue : comme sous le président Sadate en Égypte, il peuvent servir à briser les forces laïques et progressistes. Parfois même, comme en Libye, en Syrie, en Égypte, ils peuvent avoir rejoint le camp de la révolution, et l'avoir sauvé grâce à leur nombre et à leur expérience du combat contre le pouvoir.

En corollaire, on peut s'interroger sur l'avenir réservé au tourisme européen sur ces rivages de l'Atlantique, de la Méditerranée et de la mer Rouge : la tentation est grande pour les islamistes de le vilipender, dans un mouvement général de rejet de l'Occident. L'expérience du pouvoir conduira-t-elle à une prise en compte plus réaliste de la perte financière que constituerait sa fin ? Et plus généralement, quels types de relations, entre hostilité, méfiance et souci d'intérêts réciproques bien compris, se noueront-ils entre les deux rives de la Méditerranée, comme entre l'Orient « musulman » et l'Occident « chrétien » ?

L'islam politique, dont bien des observateurs avaient prédit la fin à plusieurs reprises, a encore de beaux jours devant lui : la question est de savoir si, enfin parvenus au pouvoir par la volonté de la majorité, ils seront capables de gérer des sociétés et des économies complexes, à faire la part non seulement à la tolérance, mais bien plus au débat d'idées et au compromis qui, en politique, est le fondement de la démocratie. A l'heure actuelle, ces mouvements, quelles que soient les concessions opportunistes qu'ils sont amenés à faire, ne sont porteurs d'aucune solution et ne peuvent prospérer que sur un fond d'ignorance et de « pensée unique ». Pour faire face aux contestations qui ne manqueront pas de s'élever contre leur mainmise sur l'Etat, ils se préparent donc à s'allier avec les forces armées, autre acteur de poids dans les affrontements ou les tractations en cours.

### *Les forces armées, prétoriennes ou prébendières ?*

Les forces armées jouent un rôle décisif dans le sort des insurrections. Devant la débandade de l'appareil sécuritaire, elles sont le dernier rempart des régimes aux abois. Loin de constituer des forces vouées à la défense de la nation, elles constituent des corps à part, dotés

de privilèges et investis dans l'activité économique, de façon le plus souvent opaque, au détriment du budget de l'Etat et du libre jeu de la concurrence.

C'est en fonction de cette spécificité que les armées tunisienne et égyptienne ont choisi de laisser les insurrections populaires détronner les dirigeants honnis, et qu'au contraire les armées libyenne, syrienne, yéménite et bahreïnienne ont pris le relais de la répression, avec l'aide parfois de milices ou de forces étrangères.

Tombeurs ou sauveurs des trônes, les prétoriens arabes ne souhaitent cependant pas ces changements de régime politique que la rue ou l'Occident leur impose. Le pouvoir d'Etat leur échoit mais ils sont conscients du danger de l'assumer seuls, et de voir leurs intérêts de caste dévoilés. L'empire économique et financier édifié par l'armée avec l'assentiment des gouvernants s'étend en effet à tous les pans de l'économie, y compris les services (banque, tourisme, immobilier, transports...). L'armée jouit par ailleurs en aval de privilèges fiscaux, douaniers et entretiennent un réseau d'éducation, de santé, de loisirs, ainsi qu'un parc immobilier réservés à ses membres.

En tant que corps professionnel les officiers sont issus de la petite bourgeoisie de province, qui n'a pas accès aux écoles et aux universités étrangères, sur place ou en Occident, qui seule ouvre les allées des affaires et du pouvoir, dans les pays pro-occidentaux. A ce titre, rien dans leur culture familiale ne s'oppose à un rapprochement avec les forces politiques islamistes, à la différence du modèle kémaliste turc. À la recherche d'un paravent capable de protéger les intérêts de leur caste de la curiosité publique, et aussi de compétences gestionnaires en prise avec la société, les officiers supérieurs sont appelés à se rapprocher des mouvements islamistes, structurés et bien enracinés dans la population, en un partage du pouvoir qui satisfasse chacun des partenaires.

Si ce scénario devait se réaliser, c'est bien à un ressourcement des sociétés arabes que l'on assisterait, avec, à nouveau, comme lors de la période des coups d'Etat militaires des années 50 et 60, un mouvement de rejet de ce qui symbolise un passé de domination étrangère, mais aussi de la diversité culturelle et religieuse qui est l'une des sources d'inspiration et d'évolution de ces sociétés et de l'ouverture au monde qu'implique la mondialisation.

Le décalage qui s'ensuivrait ne concernerait plus seulement la relation avec l'Occident, mais également, et de façon plus préoccupante peut-être, avec les puissances émergentes du Sud et avec les aires culturelles qui ne sont pas autant sous l'influence de leur passé, de leur religion et d'une ressource rentière.

Dans ce basculement du monde les pays arabes traversent eux aussi, de manière brusquée et parfois erratique, un profond bouleversement. On entrevoit difficilement comment ces « révolutions » pourraient finalement le conduire à emprunter le même chemin que les puissances émergentes du Sud. Celles-ci impliquent en effet de profondes mutations économiques, culturelles et sociales dont il n'est semble-t-il même pas conscient, et que les mouvements islamistes s'évertuent à lui montrer comme nocifs.

Le retard en matière d'instruction et d'ouverture aux idées et aux valeurs extérieures risquent fort de conduire ailleurs que ne le rêvent les jeunes éduqués, bien minoritaires, et leurs supporters enthousiastes mais souvent mal informés en Occident. Pour eux tous, les révolutions arabes présagent des lendemains amers.